



L'EUROPE OU LA GUERRE ?

PAR BERNARD STÉPHAN

Sous les effets conjugués de la montée des régimes autoritaires, des populismes et de l'effacement d'un projet trop souvent réduit à la concurrence économique, l'Europe va-t-elle mourir ? Soixante ans après la signature du traité de Rome, la question est inscrite dans les agendas électoraux. Le Royaume-Uni a décidé de partir, les Pays-Bas ont limité la poussée nationaliste, et d'autres scrutins, dont celui de la présidentielle française, joueront le rôle de tests. Comment sortir du sentiment lancinant que, de plus en plus critiquée, l'Union européenne va son chemin sans qu'on sache s'il conduit au précipice ou au meilleur des mondes ? Parce que la tentation nationaliste du chacun pour soi, porteur de xénophobie, de régression des libertés, serait une catastrophe, *Témoignage chrétien* interpelle l'idée européenne. Comment la relancer ? Comment donner corps aux valeurs de démocratie, de liberté, de justice sociale et de préservation de la planète portées par l'Europe ? Le débat est ouvert. Il nécessite d'abord de prendre en compte, comme le dit Adélaïde Robault, l'Europe vécue, celle, « invisible », des projets qu'elle finance et qui changent le quotidien. Pour Marcel Grignard, mettre fin aux concurrences fiscales et sociales qui fragilisent la crédibilité de l'Union européenne suppose de refonder sa finalité en renforçant l'implication des citoyens autour de projets communs porteurs de progrès – fiscalité des multinationales, socle commun de protection sociale, protection des données numériques, politique commune d'accueil des réfugiés, sécurité intérieure et extérieure. Aux souhaits émis de concentrer le projet européen à un noyau dur de pays fondateurs, Arthur Colin oppose l'histoire d'une construction par étapes successives qui a bénéficié à tous y compris les nouveaux venus.

La solution n'est pas de scinder l'Europe des vingt-sept en groupes épars mais de construire une démocratie vivante dans l'espace actuel. En observant l'état financier de l'Europe, sa dette publique et sa dette privée, ses banques, l'économiste Gaël Giraud dresse un diagnostic inquiet. La relance de l'Europe n'est pour lui possible qu'à deux conditions : démocratiser les institutions européennes et réformer l'euro pour en faire une monnaie commune au service d'un projet social, économique et écologique redevenu crédible. L'ensemble des propositions contenues dans ces pages, qu'elles soient convergentes ou divergentes, appellent le débat et leur appropriation par les citoyens. L'Europe peut redevenir une question vive. Elle doit rebondir pour ouvrir un avenir, devenir l'expérience et l'espérance de ses citoyens. ■

BILAN. Soixante ans après sa naissance, les risques d'explosion de l'Union européenne sont réels. Et la tendance de nombreux gouvernements à pointer ses insuffisances en oubliant ses apports contribue à la décrédibiliser. Il est urgent de redonner du sens au projet collectif des Européens.

PAR MARCEL GRIGNARD, PRÉSIDENT DE CONFRONTATIONS EUROPE



UN PROJET COLLECTIF

L'Union européenne risque de mourir, et c'est d'ailleurs ce que souhaitent en France et dans d'autres pays de l'Union des partis populistes, qui font de l'Europe, et plus largement de tout ce qui ne leur ressemble pas, la cause de tous les maux et de sa fin la solution. On sait ce qu'il adviendra si, ici ou chez un de nos voisins, arrivés au pouvoir, ils mettent leur menace à exécution. Elle risque aussi de mourir du délitement à l'œuvre, marqué par une distance croissante entre les citoyens européens et l'Europe, celle-ci leur semblant incapable de faire face aux problèmes qu'ils affrontent alors qu'ils en espéraient tant. Difficultés à gérer la crise de l'euro et leurs conséquences pour les Grecs, absence de vision politique partagée pour traiter de la crise des réfugiés, croissance des inégalités, concurrences fiscales et sociales... la mise en cause des solidarités leur donne quelques raisons.

Lucides sur les insuffisances des politiques européennes, n'oublions pas ce qu'elles ont apporté, mesurons surtout ce que nous coûterait un avenir que nous aborderions dans le retour au chacun pour soi. Jamais l'interdépendance des peuples ne nous est apparue aussi évidente. Aucun État, si puissant soit-il, n'a les moyens de faire face seul au défi climatique qui menace notre planète. Le monde du numérique se moque des frontières et



Des partisans du maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne devant le Parlement à Londres.

© Justin Tallis/AFP

la protection des données est un nouvel enjeu de civilisation au moment où les multinationales sont de plus en plus puissantes. Dans ce monde en plein bouleversement où l'action de grands pays est pour partie dépendante du bon vouloir d'un Poutine ou d'un Trump, l'Union européenne doit prendre sa part dans la recherche d'un nouvel équilibre géopolitique et le contenu d'un nouveau mode de développement.

Retrouver un but commun

L'incertitude d'un monde en devenir inquiétant est une des causes de la montée des replis nationaux. Elle alimente aussi la crise du politique et de la démocratie qui affecte les pays de l'Union et l'Union elle-même. Les chefs de gouvernements sont concentrés sur leurs intérêts nationaux, dont le moindre n'est pas d'être réélu; ils ont perdu l'objectif de l'intérêt commun européen, dont ils sont pourtant dépositaires. L'Europe est souvent le bouc émissaire de leur propre impuissance. La Commission, au pouvoir politique faible, est trop administrative et confond union et uniformité.

Soixante ans de construction lente et difficile d'un destin commun des Européens en essayant de faire vivre les valeurs de paix, de démocratie, de solidarité, de promotion des droits humains doivent trouver leur prolongement dans un monde qui s'est pro-

L'Europe est le lieu possible d'une politique porteuse d'avenir et d'espoir. Il faut parachever les avancées significatives.

fondement modifié, ce qui oblige à refonder le projet européen en partant de ces valeurs fondatrices. Que voulons-nous faire ensemble? Sans nier nos différences, comment bâtir un destin commun? Pas en répondant de manière institutionnelle mais en faisant évoluer les gouvernances pour impliquer les citoyens dans les territoires, là où se construit le vivre ensemble dans des projets, des solidarités. L'Europe est le lieu possible d'une politique porteuse d'avenir et d'espoir. Il faut parachever les avancées significatives obtenues en matière de fiscalité des multinationales, mener à bon port le socle de protection sociale en discussion, faire des données numériques un bien commun, assurer la sécurité intérieure et extérieure de l'Union... Nous avons chacun une part de responsabilité dans ces chantiers multiples et l'implication des acteurs d'une société civile structurée est indispensable pour interpellier le politique et du même coup participer à la rénovation de nos démocraties. C'est un même combat, celui des valeurs. ■